L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

N°12 - Vendredi 24 mars 1989 - ISSN 0995-0583 - Prix 5F

SOMMAIRE

2
Les résultats

3
Pierre Mauroy : Editorial

6
Désarroi de la droite

7
Jules Ferry

8
L'hôpital, bateau ivre

9
Aménagement du temps de travail

10
Le programme du P.S.O.E.

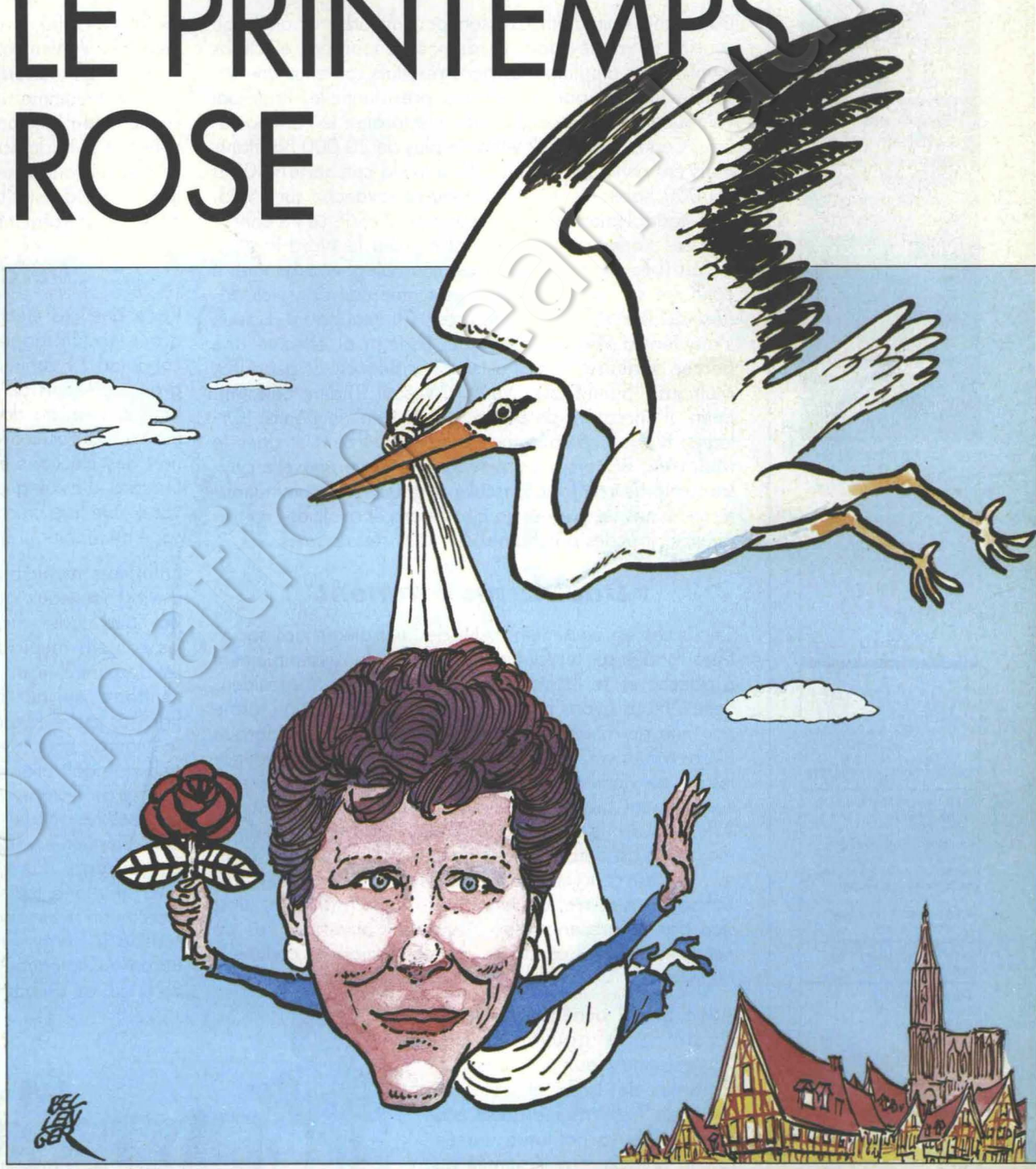
13
1789 : suffrage universel

14
Claude Estier

15
Martine Buron

Découverte de La Roche-sur-Yon

LE PRINTEMPS ROSE



Catherine Trautmann, autrement dit "l'audacieuse", résume et symbolise la nouvelle vague des élus de ces municipales. La proximité aux autres, l'attention réelle à leurs problèmes, l'absence d'a priori et une formidable envie de convaincre. Les résultats des municipales, pages 2 à 6.

Fondation Jean-Jaurès

MUNICIPALES



Victoire du Parti socialiste et de la majorité présidentielle

Des écolos très très proches

Le score des Verts à Lorient a surpris. Sur leur liste on trouvait un adjoint Union Démocratique Bretonne privé de délégation au cours du dernier mandat, l'épouse d'un ex-adjoint socialiste, celle de l'ancien suppléant du député-maire socialiste sortant et, tout à la fin, son dernier directeur de cabinet. Il a tout de même été réélu.

La carte de toutes les villes de plus de 30.000 habitants, page 16.

Vendredi
10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Téléphone : 45.56.78.48
Télex : 200 174 -Télécopie : 47.05.15.78

Directeur de la publication : Bernard Roman
Assistante : Caroline Nio

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Comité de rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligman

Secrétaire de Rédaction : Vanda Gervasio
Secrétariat : Taoufik Khatib

Service Photo : Pascal Lebrun
Dessins : Jacques Bellenger

Administration :
Directeur : Jacques Goubin
Sylvie Foulon - Annick Jacquet

Publicité : Régie - Médias - Paris

Maquette : Studio Tapage - Lille
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Chopin - Massy

N° Commission Paritaire :

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : Ch. Vioujard - Gamma (p.8); Francesci - Gamma (p.6); M.Giniez - Sipa-Press (p.10); Gilles Saussier - Gamma (p.5); Kessler - Sipa (p.5).

Ce numéro a été tiré à 271.000 exemplaires

Le PS sort grand vainqueur des élections municipales. Depuis dix-huit ans, jamais un gouvernement ne les avait emportées.

Dimanche soir, Edith Cresson pouvait arborer un large sourire à la télévision. Le deuxième tour des élections municipales amplifiait les bons résultats obtenus une semaine plus tôt par la majorité présidentielle. Principal vainqueur de cette consultation électorale : le Parti socialiste. Certes, il perd 12 villes de plus de 20 000 habitants mais en conquiert 35 plus 40 dans la catégorie 9000 à 20 000 habitants. Il prend donc sa revanche sur 1983. Incontestablement, la carte municipale rosit. Le PS consolide ses zones d'enracinement comme le Nord-Pas-de-Calais (Lille, Arras, Dunkerque, Tourcoing, Maubeuge). Il confirme sa poussée vers l'ouest amorcée dans les années 60 (Nantes, Quimper, Brest, Chateaubriant, Lisieux s'ajoutent à Rennes, St-Brieuc, Lorient) et effectue une percée sérieuse dans l'est (après Belfort, Strasbourg, Mulhouse, Saint-Dizier, Verdun, Vesoul, Thann, Sélestat). Enfin, il enregistre de beaux succès dans le Centre (Orléans, Blois, Châteauroux, Bourges, Vierzon) et dans le Midi (Aix, Béziers, Salon, Avignon). Cette nouvelle physionomie devrait faire basculer à gauche les communautés urbaines de Brest et de Strasbourg et avoir des conséquences lors des prochaines élections sénatoriales.

Double mouvement

Ce succès est également celui de la stratégie des socialistes fondée sur le double mouvement du rassemblement à gauche et de l'élargissement de la majorité présidentielle. "Nous avons rassemblé la gauche dans une forme nouvelle qui n'est plus l'union de la gauche, remarque Pierre Mauroy. C'est ce mouvement qui a donné la dynamique de victoire". D'ailleurs, dans les villes où ce rassemblement ne s'est pas effectué (Sarcelles, Amiens, Arles), la droite l'a emporté. Enfin, l'élargissement de la majorité s'est déroulé "sans compromission avec la droite". Il s'est concrétisé avec les victoires de Jean-Pierre Soisson à Auxerre, de Jean-Marie Rausch à Metz, ainsi que par la présence de candidats d'ouverture sur de nombreuses listes conduites par des socialistes comme à Mulhouse.

Autre grand bénéficiaire de ce scrutin : le gouvernement. Contrairement aux élections municipales de 1977 et de1983, celles de 1989 ne marquent pas un rejet de la politique menée par le pouvoir. "La légitimité du gouvernement de Michel Rocard s'en trouve renforcée", constate Pierre Mauroy.

A gauche, il y a un perdant : le Parti communiste. Pour une ville de plus de 20 000 habitants gagnée (Saint Quentin), il en abandonne 15 dont deux de ses fleurons : Amiens et Le Mans. L'affaiblissement du PC se poursuit. En une dizaine d'années, le Parti communiste a vu fondre comme neige au soleil son électorat à chaque consultation électorale et a enregistré une hémorragie militante considérable. Sa dimension nationale s'en trouve très profondément affectée. Aujourd'hui, l'affaiblissement d'un de ses atouts -son implantation municipale- constitue la troisième phase de son déclin.

Défaite de la droite

Reste que ces élections constituent une défaite pour la droite. Le RPR gagne 14 villes mais en perd 20 et l'UDF conquiert 11 communes mais en laisse échapper 21. Les grands chelems de Jacques Chirac à Paris et de Michel Noir à Lyon ne doivent pas masquer cet échec qui ne manquera pas d'avoir des répercussions sur la préparation des élections européennes. Déjà, alors que Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac appellent de leurs vœux une liste unique RPR-UDF, Pierre Méhaignerie envisage de monter une liste autonome.

Enfin, ces municipales ont fait apparaître deux phénomènes nouveaux qui changeront les données de la vie politique locale : l'entrée en force du Front national dans les conseils municipaux et l'émergence des écologistes. Le deuxième tour a montré que ces deux courants, contrairement aux précédentes consultations, avaient su fidéliser leur électorat. En ce qui concerne les Verts, Pierre Mauroy note que "le signal de l'électorat est clair, la politique doit aller au-delà de la gestion du présent. Elle doit se préoccuper de l'avenir et prendre en compte des espaces nouveaux". Avis aux partis politiques traditionnels. Dernier enseignement de ces élections : la montée en puissance d'une nouvelle génération d'élus (30 - 40 ans) et d'une forte proportion de femmes (Catherine Trautmann à Strasbourg, Yvette Roudy à Lisieux, Isabelle Massin à Cergy, Frédérique Bredin à Fécamp, Martine Buron à Châteaubriant). Une évolution qu'épouse bien le PS et qui est de bon augure pour l'avenir.

Jean-Pierre Bedeï



ELECTIONS MUNICIPALES

Vague rose sur toute la France

"Le PS a réalisé la meilleure implantation locale de son histoire", affirme Gérard Le Gall, secrétaire national adjoint aux élections. Le détail, région par région.

Les deux dimanches, le ton a été donné dès la première minute. Le 12, à 20 h, d'emblée c'était l'espoir réalisé : avec Jean-Marc Ayrault, le PS retrouvait la mairie de Nantes. Le 19, toujours à 20 h 00, l'annonce de ce qui était un rêve fou sauf pour Catherine Trautmann et son équipe : la conquête de l'hôtel de ville de Strasbourg. A ce moment, nous avons tous su quelle magnifique moisson serait ce deuxième tour.

Honneur à l'Alsace, donc. A Strasbourg, malgré la quadrangulaire, Catherine Trautmann gagne près de 13 points en une semaine, distance le sortant UDF de 5.000 voix et emporte 45 des 61 sièges. A Mulhouse, Jean-Marie Bockel, dans une autre quadrangulaire, rend la mairie aux socialistes, et à Sélestat, Gilbert Estève déloge le sortant UDF. Thann et Erstein se donnent également des municipalités de gauche. Catherine Trautmann et Jean-Marie Bockel ont 38 ans, Gilbert Estève 41.



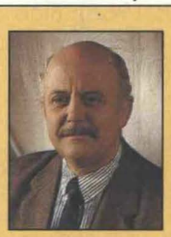
Une femme socialiste maire de Strasbourg. Catherine Trautmann vient d'accomplir ce tour de force. Née à Strasbourg en 1951, elle adhère au Parti socialiste en 1977. En 1983 elle est élue au conseil municipal de sa ville. Député du Bas-Rhin en 1986, elle perd sa circonscription en 1988. Elle entre comme secrétaire d'Etat aux Personnes âgées dans le premier gouvernement Rocard. En novembre dernier, elle est nommée à la tête de la Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie. Cette universitaire, titulaire d'une maîtrise de théologie, a toujours souhaité briser "l'image de l'élu paternaliste". Son courage et sa compétence viennent de lui faire franchir un grand pas. La capitale alsacienne va pouvoir bénéficier d'une nouvelle gestion municipale et les Strasbourgeois savent qu'ils seront largement associés à ce renouveau, d'autant plus indispensable que Strasbourg, ville-clé de l'Europe, occupe une place essentielle, tant symbolique que politique, dans la Communauté.

En Lorraine, succès pour l'ouverture et la majorité présidentielle à Sarreguemines, Saint-Avold et surtout Metz. Longwy échappe au PC qui s'était maintenu malgré ses 15% de retard sur Jean-Paul Durieux, député PS élu avec 51,3%. Même situation à Lunéville où le candidat du PC arrivé second après le PS permet au maire RPR d'être réélu. Verdun, Bar-le-Duc et Neufchâteau ont des maires socialistes.

Centre-Est : à Belfort, J.-P. Chevènement gagne 5 points par rapport à 1983. Comme prévu, Loïc Niepceron l'emporte à Vesoul et Yves Lagier rend Pontarlier au PS. Gérard Bossu gagne la mairie de Digoin (55%) et Léo Grezard celle d'Avallon (52%).

En Rhône-Alpes, Jean-Jack Queyranne emporte Bron de haute lutte. De même Roland Bernard à Oullins, René Lambert à Francheville et Bruno Polga à Saint-Priest. Au Puy, il s'en faut de 31 suffrages pour que le PS l'emporte. A Saint-Chamond, Jacques Badet cède la mairie pour 126 voix. Dans la Drôme, Rodolphe Pesce progresse de 6 points à Valence et entame un troisième mandat, mais Maurice Pic, maire de Montélimar depuis trente ans, plie le genou.

La Provence a été très favorable au PS qui enlève plusieurs grandes villes : Avignon, où Guy Ravier dédie la victoire socialiste à Henri Duffaut, Orange avec Alain Labé, Jean-Pierre Genton à Bollène, toutes dans le Vaucluse. Le coup d'éclat est à Aix-en-Provence où manifestement Jean-François Picheral a fait mieux que de profiter des divisions burlesques de la droite et gagne 5.500 voix en une semaine en obtenant 51,2%. Gagné également : Salon-de-Provence, par André Vallet, et de belle manière. A Arles, le mauvais report des voix communistes explique sans doute l'échec socialiste sur le fil. Bouc-Bel-Air passe à l'opposition pour 11 voix. Marseille, enfin, ville-phare de ce second tour, voit l'effondrement de



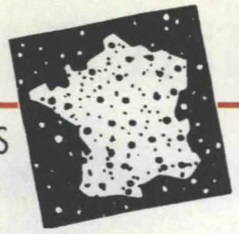
Jean-François Picheral, qui arrive par surprise (presque même pour lui) à la mairie de la belle ville d'eaux et d'art, n'est pas un inconnu. Médecin sportif, radiologue, il est un élu de longue date. Il a, comme tout bon Méditerranéen, le contact chaleureux, mais aussi la solidité des toubibs. Montpelliérain de naissance en 1934, Aixois depuis 26 ans, il est élu de cette ville depuis 1971.
Premier adjoint de Félix Ciccolini en 1977, il entre en 1979 au conseil général pour représenter le canton d'Aix-sud, avant d'entrer au conseil régional. Ses projets pour sa ville ? D'abord apporter le sérieux dans la gestion (elle en manquait), mais aussi résoudre les problèmes de circulation, encore insurmontés. Parions sur sa réussite.

(...suite page 4)

EDITORIAL

Les trois caps

Ce 19 mars, la victoire est au rendez-vous. Elle nous réjouit. Elle nous engage aussi.
Le premier tour a révélé les attentes des Français. Ceux-ci ont, au second tour, clairement marqué leur confiance envers les socialistes pour y répondre. C'est ce mandat renouvelé qui nous engage à tenir ferme sur trois caps.
Tenir ferme d'abord sur un projet. Les espaces neufs ouverts par la croissance retrouvée favorisent nos perspectives de justice sociale. Il doivent être pleinement utilisés. Dans la responsabilité bien sûr, mais avec l'ardente volonté d'aboutir.
Tenir ferme ensuite sur notre stratégie d'assumer et de consolider la majorité présidentielle, de rassembler la gauche. C'était bien la stratégie gagnante, la seule qui permette l'ouverture la plus large. Forgée jour après jour par la direction du parti unanime, elle a créé le mouvement porteur et la dynamique de victoire. Elle est la seule qui permette d'élargir notre assise sans compromission avec la droite en gardant le soutien de ceux qui espèrent en la gauche.
Tenir ferme, enfin, sur notre perspective de débat idéologique. Les Français attendent un renouvellement de la pensée politique. Ils aspirent manifestement à un projet socialiste qui, sans rien renier de ses valeurs intégrerait dans sa démarche les pulsions qui sont celles du XXIème siècle. Nous avons choisi d'en débattre en congrès. Tels sont les trois orientations qui honorent notre victoire. Elles convergent toutes trois en une coordonnée unique : l'espérance dont est porteur le socialisme.



MUNICIPALES suite...

Jean-Claude Gaudin; Robert Vigouroux approche les 48%, Michel Pezet fait 12,2%.

En Languedoc-Roussillon, nouveau grand succès après ceux du premier tour : Béziers. Le mariage officiel du maire RPR avec le Front national fait perdre 8 points à la droite d'un tour à l'autre et Alain Barrau emporte la mairie avec 52,4%. Claude Barral prend Lunel, et Geneviève Siedenaler gagne Lodève, mais il manque 1.000 voix à Jean Lacombe pour conquérir Sète.

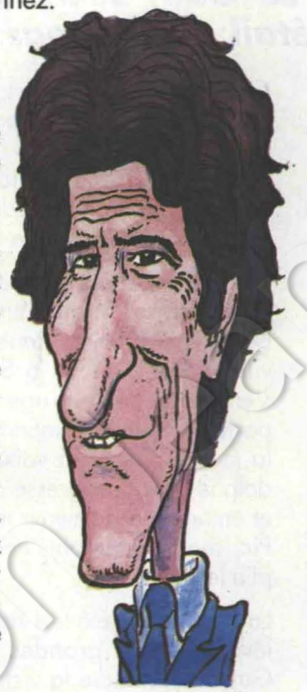


A 41 ans, Alain Barrau, marié, père de trois enfants, issu d'une famille biterroise, opère un véritable retour aux sources en devenant maire de Béziers avec 52,49 % des voix. Elu député en mars 1986, réélu en juin 1988, il est aussi conseiller général de Béziers depuis septembre 1988. Sur le plan politique, son choix est fait très tôt, il adhère au Parti socialiste en 1973. Il manifeste un intérêt tout particulier pour la vie associative et devient de 1974 à 1986 président du Conseil national des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP), puis membre du Conseil économique et social où il représente le mouvement associatif. Au Parti socialiste, il est successivement chargé de la vie associative puis des questions européennes, avant de devenir secrétaire national à la Jeunesse. Il est actuellement membre du comité directeur et délégué national aux Régions et Pays méditerranéens. A l'Assemblée nationale, Alain Barrau siège à la commission des Affaires familiales, culturelles et sociales. Devenu maire de Béziers, il entend promouvoir une dynamique économique, sociale et culturelle. Sa victoire et ses qualités personnelles assurent un avenir prometteur à cette cité.

Le Midi-Pyrénées accentue son ancrage à gauche. Excellents résultats en Haute-Garonne qui accentuent l'isolement de Dominique Baudis. Hélène Mignon rend au PS Muret qui votait à droite depuis 40 ans. Pierre Ortet l'emporte à Saint-Gaudens. La gauche prend également Condom, Pamiers, Caussade, conserve Millau et Cahors.



En Aquitaine, de nouveaux gains au second tour : Pessac, une des principales banlieues bordelaises est conquise par Alain Rousset tout comme Libourne par Gilbert Mitterrand. A Talence, Catherine Lalumière rate de peu le succès, alors que Bègles connaissait la situation unique de voir au deuxième tour une liste majorité présidentielle (Noël Mamère) s'opposer à l'union de la gauche et l'emporter. La présidence de la communauté urbaine de Bordeaux devrait rester à l'opposition. Dans les Pyrénées-Atlantiques, enfin, André Labarrère donne 3 points de plus à la gauche et conserve Pau pendant que René Ricarrère conquiert Orthez.



Centre-Ouest : Bernard Bellec conserve Niort (47,8%) malgré une liste de divers gauche (16,4%). A Poitiers, par rapport au premier tour, Jacques Santrot cède deux points et trois sièges aux écologistes. Mais l'alerte a été plus chaude à Limoges : Louis Longequeue perd 4,5 points en une semaine et n'a plus que 600 voix d'avance sur le RPR; les écologistes surprennent tout le monde avec 19,5%.

Val-de-Loire : il manque 67 voix à Jean-Claude Rault pour ajouter Orvault à la brassée nantaise des mairies PS. A Laval, beau rétablissement d'André Pinçon qui gagne 11 points d'un dimanche à l'autre. Et toute une série de très beaux résultats : Châteauroux gagné par Jean-Yves Gateaud; Amboise emportée par une liste PS-divers-gauche (Michel Debré tenait la mairie depuis 1966); Blois où Jack Lang gagne avec 20 points d'avance; Vendôme avec la même différence pour Daniel Chanet; Orléans que Jean-Pierre Sueur rend aux socialistes après une longue attente.

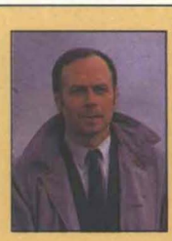


Pierre Maille a fêté ses retrouvailles avec Brest qu'il avait dirigé de 1982 à 1983. 41 ans, professeur de physique, ce proche de Pierre Mauroy a été de toutes les batailles politiques finistériennes : il a participé à la première campagne présidentielle de François Mitterrand en 1965 et a concouru au renouveau du Parti socialiste dans le département. Conseiller général depuis 1985, il a assumé, dans l'opposition, la présidence du groupe socialiste au Conseil municipal pendant six ans, funestes années ! La ville a souffert des déchirements internes à la droite, il s'agit aujourd'hui de lui rendre sa sérénité, crédibilité. Amoureux des choses bien, réservé, presque timide, Pierre Maille montre plus de goût pour les exposés concrets que pour les longues discussions théoriques. Emploi, logement, personnes âgées, handicapés, sont ses préoccupations premières. Sa mission est à la fois simple et immense : faire en sorte, enfin, que les Brestois soient bien dans leur ville.

La Bretagne confirme brillament la percée du premier tour. Brest en tête : Pierre Maille était à deux doigts de la victoire et il fait pourtant un bond de 9.000 voix d'un tour sur l'autre. Quimper n'est pas en reste : Bernard Poignant l'emporte malgré 13,5% de voix écologistes. Le PS gagne Lannion, conserve Saint-Brieuc et Lorient.



A son tour, la Basse-Normandie vire au rose : Yvette Roudy emporte Lisieux haut la main (54%); François Goubin s'installe dans l'Orne à Argentan; à Saint-Lô, Bernard Dupuis ne fait pas de détail avec 60% des voix; à Caen, Louis Mexandeau ne réussit pas à prendre la mairie mais gagne deux sièges supplémentaires. En Haute-Normandie, le PS conquiert Les Andelys, Barentin, Petit-Quevilly et Grand-Couronne.



Tourcoing, ville modérée, s'est laissée séduire par Jean-Pierre Balduyck, 47 ans. Un parcours sans faute : conseiller général de Tourcoing de 1979 à 1985, conseiller régional, il est élu député en 1988.
Enfant du pays, J.-P. Balduyck est aussi un enfant du textile : il trouve son premier emploi dans cette industrie à l'âge de 15 ans et y fait carrière. Les défis que devra relever Tourcoing, ville frontalière, sont multiples : reconversion industrielle, préparation à l'échéance de 1993... Le maire est confiant, car la communauté urbaine de Lille va retrouver une cohérence politique sous la houlette de Pierre Mauroy. "Je propose aux gens d'élaborer eux-mêmes une vision globale de leurs quartiers, de les reconquérir". Cet homme-là connaît bien ses ouailles : "les habitants de Tourcoing sont généreux mais il faut savoir être pédagogue. Je refuse l'agressivité. Mon ambition est de rendre la politique plus sympathique". Un vrai programme. Jean-Pierre Balduyck a un jardin secret, qui a pour nom Jacques Brel : "je suis un fana, je pourrais même écrire un livre sur lui... mais pas dès demain".

Très bon deuxième tour dans le nord du pays. Le PS gagne de belle manière Dunkerque avec Michel Delebarre, Tourcoing avec Jean-Pierre Balduyck, Maubeuge avec Alain Carpentier, Halluin (Alexandre Faidherbe), Jeumont (Umberto Battist). Pierre Mauroy est réélu à Lille avec un point de mieux qu'en 1983

et devrait conserver à la gauche le contrôle de la communauté urbaine. Une ombre dans le Pas-de-Calais où Guy Lengagne abandonne pour 300 voix la mairie de Boulogne-sur-Mer. Le PS gagne Wimereux et Etaples. Enfin, les socialistes prennent Abbeville, Château-Thierry, conservent Beauvais avec Walter Amsallem, mais perdent Laon.

Champagne-Ardennes : Michel Carteret (ex-PS) emporte la mairie de Romilly sur le PC. A Troyes, Jean-Pierre Chérain n'est plus qu'à 480 voix du sortant RPR. Guy Chanfrault emporte comme prévu la mairie de Saint-Dizier.

L'Ile-de-France offre de beaux terrains à conquérir à la gauche qui reste généralement minoritaire dans les huit départements. L'assaut socialiste contre la citadelle chiraquienne n'a rapporté que deux sièges de plus au conseil de Paris et aucun des vingt secteurs. Les plus beaux succès sont davantage dans la grande couronne (78, 91, 95) que dans la petite (92, 93, 94). Municipalités conquises aux Mureaux, à Mantes-la-Ville, Orsay, Pavillons-sous-Bois, Longjumeau, Taverny et, avec Roger-Gérard Schwartzenberg, à Villeneuve-Saint-Georges. Les échecs de Noisy-le-Grand et Sarcelles, malgré les beaux progrès d'un tour sur l'autre de Max Salomon et Dominique Strauss-Kahn sont dus, pour l'essentiel, au maintien des listes du PC, arrivées en seconde position au premier tour.

Outre-mer enfin. Le chef-lieu de la Réunion, Saint-Denis, passe au PS avec Gilbert Annette, premier homme de couleur à être maire de la capitale réunionnaise. En Guadeloupe, la gauche accentue sa poussée au second tour et le PS gagne Le Gosier et Capesterre. En Nouvelle-Calédonie, le FLNKS contrôle 17 mairies sur 32.

J.G.



Roger-Gérard Schwartzenberg est loin d'être un débutant en politique : président du MRG de 1981 à 1983 (il en est toujours président d'honneur), secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education en 1983, il est chargé des Universités en1984. Député du Val-de-Marne en 1986, il est réélu en 1988. Homme politique, R.-G. Schwartzenberg est aussi un fin observateur du microcosme : il lance un pavé dans la mare en publiant en 1977 "L'Etat spectacle, essai sur et contre le star-système en politique". Si l'on veut bien lui reconnaître deux qualités, "que ce soient la sincérité et le respect de la parole donnée", avoue-t-il, à l'image de Pierre Mendès-France, son modèle. L'environnement est le dossier prioritaire du nouveau maire de Villeneuve-Saint-Georges. Les nuisances sont nombreuses : le bruit, dû à la proximité d'Orly, la circulation avec la RN 6... Quel avenir pour ce brillant (et toujours) jeune homme ? "J'ai une seule ambition, être un bon député-maire". Doit-on le croire ?



Michel Delebarre



Marie-Noëlle Lienemann



Jean-Jack Queyranne



Isabelle Massin

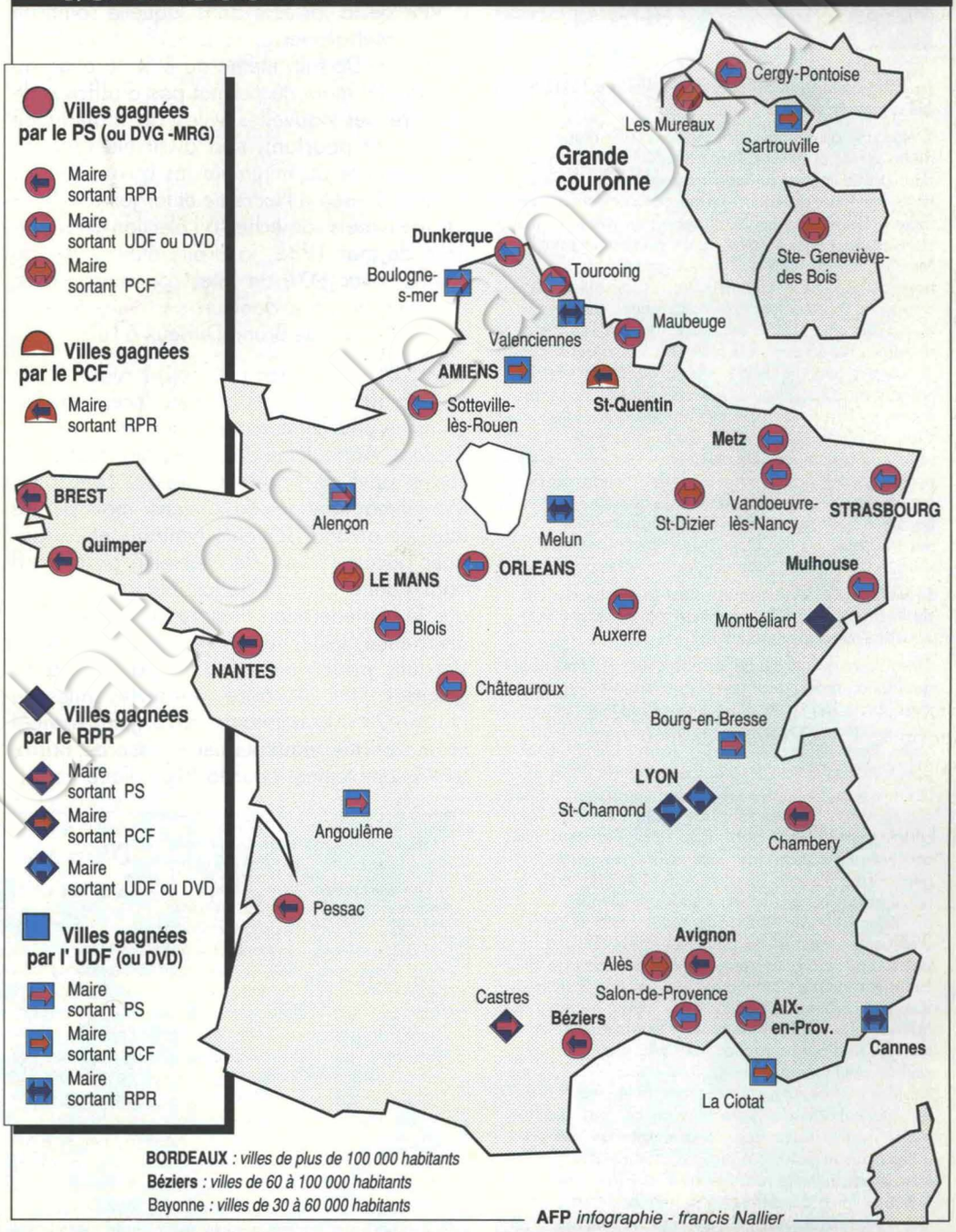


Jean-Marie Bockel



Hélène Mignon

LES VILLES DE PLUS DE 30 000 HABITANTS QUI BASCULENT





Jacques Becq



Alain Rousset



Paul Picard



Bernard Poignant



Bernard Dupuis

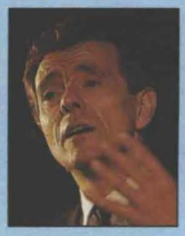


Alain Etoré



MUNICIPALES
suite...

La droite en désarroi



Michel Pezet

Nous saurons réagir

La campagne municipale à Marseille n'a ressemblé à aucune autre ...

C'était une campagne curieuse qui n'a jamais abordé les vraies questions. Nous avions l'impression de nous battre contre des moulins à vent.. On disait un texte, du fond du coeur, avec nos convictions. En face, le partenaire ne disait rien. Il en restait à une campagne d'images avec force photos de famille. Mais de déclarations ou d'idées, point. Nous avons navigué en plein irrationnel. Des responsables d'associations, ou des leaders économiques se demandent vraiment ce qui s'est passé. Lyon s'est choisi un maire de 45 ans, Marseille, un maire qui risque de ne pas tenir le choc sur les grands dossiers. La campagne s'est déroulée comme un reportage sur Monaco. Elle a été plus médiatique que politique. Certains affirment que c'est cela la modernité. Cela nous a désarçonnés. De plus, nous n'avions pas de presse locale pour soutenir notre action ou défendre nos idées. Je reste persuadé qu'il faut agir en politique pour régler les problèmes d'une ville comme Marseille où il y a trop de chômage et de mal vivre. Il faudra bien redescendre sur terre, un jour.

La victoire de "l'hérétique" s'est faite aux dépens de l'appareil du P.S., comment voyez-vous l'avenir des socialistes marseillais?

On a beaucoup parlé de la fédération des Bouches-du-Rhône, mais il faut savoir que la moitié des militants est à Marseille, l'autre dans le département. Tous les maires socialistes ont été réélus : Anglade, Siffre, Povinelli, Vidal ... Nous avons obtenu de très bons résultats à Velaux, à Salon, à Aix-en-Provence. Dans le département, s'est produit une sacrée poussée socialiste qu'il ne faut pas oublier. A Marseille, certains ont quitté le parti. Pour la plupart ceux qui avaient une conception clientéliste. Leur départ permettra à d'autres de nous rejoindre et de régénérer le parti. Des enseignants nous ont téléphoné lundi pour adhérer. Beaucoup recherchent le débat d'idées que seul le PS peut leur offrir. Quand on parle d'appareil, on reste souvent sur l'image archaïque d'un parti monolithique... Or, tout le monde sait que, chez nous, c'est plutôt le débat permanent que la ligne unique ! De plus, il faut avoir une certaine dose d'outrecuidance pour croire qu'à soi tout seul on peut incarner la légitimité d'une ville... Je ne suis pas en titre, le premier secrétaire fédéral et ceux qui me connaissent savent qu'un de mes grands plaisirs est la discussion, la confrontation des opinions... Les militants ont reçu un choc avec les résultats de ces municipales. Certains sont très ébranlés. D'autres, plus déterminés que jamais. Nous allons nous remobiliser pour les élections européennes.
Le calme doit revenir, la fédération va réfléchir tranquillement sur l'échec de Marseille comme sur les succès du PS dans le département. Nous avons prévu une grande journée de travail puis une réunion fédérale. Les socialistes des Bouches-du-Rhône sauront réagir. Ne vous inquiétez pas pour eux.

Propos recueillis par
Danièle Dulac

La droite a perdu les municipales. Globalement et nettement. Pour les européennes, cela tiraille déjà...

Paris et Lyon, ces deux grands chelems de Jacques Chirac et de Michel Noir tirent certes le RPR de la tristesse dans laquelle sombrait Pierre Méhaignerie, le président du CDS, lundi soir. De fait, même au RPR, le bilan au soir du 19 mars ne permet pas d'afficher de nombreuses nouvelles villes au tableau de chasse. Et pourtant, tout avait été préparé pour réduire au minimum les bavures et les échecs. Divisée à l'extrême et largement désorientée depuis son échec à l'élection présidentielle de mai 1988, la droite était partie au combat avec 90% de listes communes, avec plusieurs accrocs, dont un de taille, à Lyon, après le retrait de Bruno Durieux à Lille.

C'est l'UDF qui a reçu les coups rudes et, de ce fait, affiche la plus grande déception. Ses gains ne peuvent compenser les pertes qu'elle déplore. Angoulême dès le premier tour a été certes suivi de Bourg-en-Bresse, La Ciotat, Montélimar, Cannes ou Amiens, mais perdre tous les arrondissements lyonnais et ne gagner aucun secteur de Marseille pèse lourd dans l'autre plateau de la balance. D'autant que la confédération déplore aussi la déroute alsacienne, les échecs à Aix, Blois, Orléans, Verdun, pour ne parler que de quelques grandes cités. Au total, parmi les villes de plus de 20.000 habitants, onze gains et vingt et une pertes, sans oublier l'échec de Barre. Le Rassemblement pour la République lui, affiche treize villes gagnées pour dix-neuf perdues parmi les plus importantes. Ce qui peut apparaître comme un bilan moins cruel que pour son allié centriste.

A Paris gardé, Lyon conquis, il faut ajouter Castres, Cavaillon, Sedan, Laon, etc. du côté gains, et Brest, Quimper, Béziers, Dunkerque, côté pertes. Mais à y regarder de plus près, dans les petites villes, le RPR s'en sort moins bien que les centristes, ainsi dans les Alpes-Maritimes. Ce qui place Jacques Chirac dans une situation nationale peu confortable face à son allié, comme à l'intérieur de son mouvement face à la génération montante. Nouveaux maires élus, Michel Noir, Alain Carignon, Philippe Séguin, Michèle Barzach, ne constituent pas seulement la génération montante, mais surtout l'aile contestataire du maire de Paris.

La leçon à tirer l'a été rapidement. Dimanche soir, Jacques Chirac et Giscard appelaient en écho leurs alliés à composer une liste unique pour les européennes. Lundi soir, sur A 2, Pierre Méhaignerie répondait déjà par la négative en expliquant tout l'intérêt qu'il pouvait y avoir à ratisser large avec deux listes de droite. Jeudi soir, à "Questions à domicile", Simone Veil devait lui emboîter le pas. Qui oserait prédire que l'union de l'opposition est pour demain ?

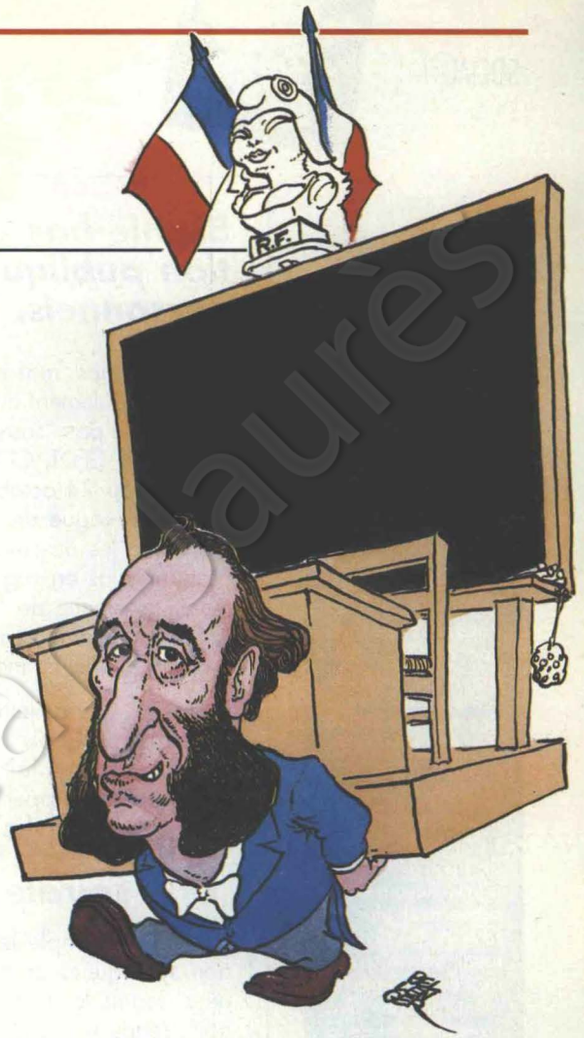
Lyne Cohen-Solal

D'un tour à l'autre, les écologistes et le Front national

Trois surprises majeures au premier tour : le Front national, résistait mieux que prévu, les écologistes effectuaient une percée, le redressement du PC n'était pas confirmé. La volonté des Verts de faire cavalier seul n'a permis que quatre alliances avec des listes socialistes (Talence, Aix, Lille et Avignon). Deux listes de droite ont passé des accords avec l'extrême-droite xénophobe (Béziers et Mantes-la-Jolie). Ailleurs, dans les villes de plus de 20.000 habitants, le retrait sans désistement ou le maintien (là où les candidats avaient fait plus de 10%) a donc été la règle, entraînant un nombre inhabituel de triangulaires et de quadrangulaires.
Les électeurs écologistes ou FN ont souvent privilégié l'élection qu'ils savaient minoritaire de quelques candidats (grâce à la proportionnelle) au combat pour la mairie. C'est vrai pour le FN dans le Var ou les Alpes-Maritimes où la droite n'était pas menacée. De même, les faibles chances de la gauche dans le XIVe arrondissement permettent à un élu vert d'entrer au conseil de Paris, en gagnant 7% alors que la gauche en perd trois. A Poitiers, Saint-Brieuc, Lorient, où la gauche disposait d'une marge de sécurité sur la droite, elle perd de 2,5 à 4% au bénéfice des écologistes. En Alsace, les duels incertains de Mulhouse et Strasbourg font perdre aux Verts 3 à 4% alors qu'à Colmar, ils gagnent 10%.
Ces élections ont mis en relief la nature de ces deux électorats, d'essence protestataire, mais très différents sociologiquement. Au delà de l'intérêt réel pour l'environnement, les écologistes doivent leurs succès au renfort d'une frange d'électeurs de gauche atteinte par la grogne sociale (enseignants, personnel hospitalier) qui, par tradition, [illegible]gnent à l'abstention. Mais ils n'ont pas trop handicapé la gauche : les reports de voix écologistes, malgré les consignes de leurs leaders, se sont bien effectués, les alliances avec la gauche (sauf à Talence) ont porté leurs fruits. Il n'en va pas de même pour la droite qui voit fuir vers le FN un électorat effrayé par les mutations de la société. Stabilisé à un niveau inférieur aux présidentielles, cet électorat ne semble plus puiser à gauche. Et à chaque fois que la droite passe, comme à Béziers ou à Mantes-la-Jolie, des compromis avec l'extrême-droite, elle perd son aile modérée.
Forts de leur réussite municipale (1369 élus alors que le FN en compte 8014) les Verts comptent bien dépasser aux européennes le seuil des 5%, nécessaires pour avoir des élus. C'est le moment ou jamais.

Bernard Chaouat

La République des enseignants



On ne cesse d'évoquer et d'invoquer Jules Ferry. Il est vrai que la force qu'il a donnée aux mots de République et de laïcité n'est plus imaginable. Son objectif constant : "terminer la Révolution". Jean-Michel Gaillard, auteur d'une remarquable biographie de Jules Ferry, parle de l'homme et de son école.

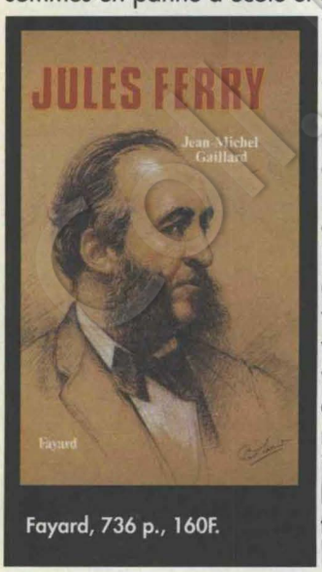
Quand l'école était une chose sacrée, le savoir une quête ardente et les enseignants les héros de la Nation, le ministre de l'Instruction publique s'appelait Jules Ferry et la République faisait de l'égalité dans l'éducation le fondement de notre jeune démocratie.

Jusqu'au plus reculé de nos villages, les enfants en sabots apprenaient d'instituteurs en blouses grises à lire, écrire, compter. Tout un peuple prenait conscience de ce que la réussite scolaire était le meilleur passeport pour l'existence. Que de talents, jusqu'alors ignorés, écrasés par les pesanteurs sociales, ont pu ainsi, en une, deux ou trois générations accéder à des métiers, des carrières que leurs grand-parents ou parents, dans leurs rêves les plus fous, croyaient inaccessibles !

Cette école de Jules Ferry a fait les beaux jours de la République. Elle était à la fois un ascenseur social de masse, un mécanisme d'intégration des futurs citoyens, et de formation professionnelle. Elle a donné sa pleine mesure jusque dans les années 60.

L'immense machine

Puis, la mécanique s'est enrayée. Nous sommes en panne d'école et c'est la démocratie qui s'enlise. L'immense machine à éduquer reproduit les hiérarchies, dégage les élites mais cloisonne ou exclut la majorité de ses usagers. L'école devrait être le levain de la société future. Elle est, pour nombre de jeunes, le douloureux apprentissage de l'échec.



Fayard, 736 p., 160F.

Dans l'ancien bureau de Jules Ferry, rue de Grenelle, qu'éprouve un ministre de l'Education nationale lorsqu'il rêve à sa grande réforme et entend sous ses fenêtres les cris des enseignants qui manifestent? Serait-il donc impossible de faire bouger les choses et de redonner à l'école la place qui fut la sienne dans la démocratisation et la modernisation de notre société ? Les projets ne manquent pas, la volonté d'agir non plus. Il semble très difficile de réaliser cette priorité à l'éducation.

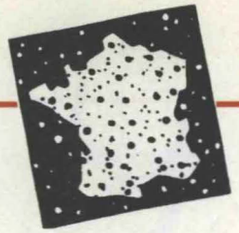
La réponse se trouve peut-être dans le glorieux précédent du père de l'école laïque, gratuite et obligatoire. Le projet scolaire était en effet, d'abord, la concrétisation d'une ambition politique. Il s'agissait, via l'éducation du peuple, d'enraciner la république, d'asseoir la démocratie, de faire évoluer les hiérarchies sociales, contre ceux qui rêvaient encore d'un retour à la monarchie, d'un gouvernement de notables de la fortune, d'un statu quo social. L'instruction n'était donc pas une fin, elle n'était qu'un moyen mis au service d'une ambition plus vaste de transformation en profondeur d'un pays qu'il fallait arracher à l'influence de l'Eglise et du château pour que se traduise dans les faits la devise des hommes de 1789 : liberté, égalité, fraternité.

Former des citoyens

La mission de l'école était donc d'abord de former des citoyens, d'initier au savoir des esprits libres et critiques, aptes à comprendre le monde, à peser sur leur destin individuel et sur celui de la Nation. Comme l'avaient voulu, avant Jules Ferry, les hommes des Lumières, pour qui l'instruction était d'abord la condition de la liberté. Rien d'étonnant, alors, à ce que les enseignants aient adhéré avec une telle ferveur à une république qui leur donnait une place privilégiée au firmament de la société et qu'ils se soient sentis investis, au-delà des connaissances à transmettre, d'une mission plus noble encore : faire vivre la république en faisant vivre l'école. Alors, ces "prophètes éblouis du verbe nouveau", selon l'expression de Clémenceau, forment les futurs citoyens, enseignent la morale, diffusent le progrès, avec la conviction profonde qu'ils vont changer la vie des enfants qui leur sont confiés. Avec le recul du temps, on peut dire qu'ils ont, pour l'essentiel, réussi et, avec eux, ces républicains qui, comme Jules Ferry, considéraient l'égalité des chances et l'égalité d'éducation d'abord comme des moyens de réformer la société.

Pour redonner vie à l'institution scolaire, sans doute faut-il aujourd'hui se souvenir de cet exemple. Il convient, certes, d'allouer à l'école les milliards dont elle a besoin. L'état des locaux comme le niveau de salaire des enseignants incitent à le faire au plus vite. Il est tout aussi nécessaire d'alléger les programmes, d'équilibrer les rythmes scolaires, de diversifier les formations. Mais il serait illusoire de croire que cela suffit. Alors que la France doit gérer une diversité socio-culturelle sans précédent, intégrer les immigrés et les exclus, redonner vie à l'intérêt général battu en brèche par la montée de l'individualisme, promouvoir de nouveaux talents en grand nombre, elle dispose avec l'école d'un extraordinaire outil. Il ne peut donner sa pleine mesure que si la finalité qu'assignait Jules Ferry à la République des enseignants est retrouvée.

Jean-Michel Gaillard



PERSONNELS HOSPITALIERS

L'hôpital ou le bateau ivre

Branle-bas de combat à l'hôpital. Le Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière étudie 18 textes sur le statut de certains personnels. Tout le monde va à la bataille en ordre dispersé.

Premier temps, mardi, pour ceux qui ne veulent pas gêner le déroulement du Conseil supérieur : par tradition, il ne négocie pas "sous la pression de la rue". Il s'agit des personnels CFDT, CFTC, FO dont les syndicats ont signé l'accord du 24 octobre 1988 ayant mis fin temporairement à la vague de contestation des infirmières. Ils estiment que les dossiers n'avancent pas assez vite et sont d'autant plus en rogne que la CGT leur rappelle gentiment l'existence de "ceux qui, au vu de leur feuille de paie, apprécient à sa juste valeur le contenu réel du protocole d'Evin et en mesurent les effets pervers".

Deuxième temps, jeudi, avec ceux qui, au contraire, désirent que le Conseil supérieur entende la rue : la CGT évidemment, qui fait rebelote ce jour-là, mais aussi les infirmières à l'appel de leur coordination nationale, les kinésithérapeutes, les directeurs d'hôpitaux, etc...

Une spirale de mécontentement

Voici par exemple les sages-femmes, syndiquées CFTC, non syndiquées et membres d'associations, toute groupées depuis le début du mois en un "mouvement national". Jeudi, leur statut est sur la sellette et elles protestent contre "l'absence de concertation avec les instances professionnelles". Elles débutent à 6 490 F brut de base mensuel : avec le nouveau statut elles seront augmentées de 206,94 F au premier échelon, de 68,91 F aux 2° et 3°, de 45,94 F au 4°. Elles sont catégoriques : "les propositions actuelles sont irrecevables". Même son de cloche chez les kinésithérapeutes.

Risque décidément de s'enclencher à nouveau une spirale de mécontentement comme celle qui reprécipite les infirmières dans la rue. Un bon nombre d'entre elles, déjà, n'avaient accepté qu'à contre-cœur l'accord du 24 octobre dernier, jugé nettement insuffisant. Certaines ont accepté de jouer le jeu et de participer aux commissions de travail qui devaient être organisées dans les établissement pour réfléchir à leur place dans l'hôpital. A leurs yeux, celles-ci n'ont abouti à rien et leur représentante à la commission nationale des infirmières mise en place par Claude Evin a démissionné. Pis encore : l'accord prévoyait que 30% d'entre elles passeraient à l'échelon supérieur, pourcentage confirmé par le ministre dans sa lettre du 6 mars aux 650 000 agents hospitaliers.

Mais 30% de quoi ? De l'ensemble des infirmières d'un hôpital comme elles le croyaient, ou de chaque corps spécialisé, interprétation de la rue de Rivoli beaucoup plus limitative car les infirmières spécialisées sont moins nombreuses ? Seule une petite minorité accédera donc à la classe supérieure.

"Celui qui échoue est mieux traité". La cruelle formule du président du Syndicat national des maîtres de conférences fait mouche. "C'est la prime aux médiocres" entend-on couramment parmi tous ceux qui ont l'impression déprimante de voir se retourner contre eux une formation supplémentaire qui, au lieu de les faire progresser, les bloque parce qu'il sont moins nombreux. Les 2400 chefs de clinique assistants sont dans ce cas nommés à la fin de leur internat, 20% deviendront ensuite praticiens hospitaliers en hôpital général en intégrant directement l'échelon le plus haut... celui qui n'a pas été revalorisé. Ils ont l'impression que "leur fonction hospitalo-universitaire est un facteur de pénalisation".

Ceux dont on a déjà réformé le statut se révoltent. Ceux dont on réforme le statut actuellement se révoltent aussi, tout comme ceux dont on n'a pas encore réformé le statut et qui ont peur de rester sur la touche. On ne peut pas ne pas se dire que quelque chose dans la réforme ne tourne pas rond et que l'hôpital est bien malade.

Et le mouvement syndical ?

Avec tous ces mots d'ordre contradictoires, chacun tirant à hue et à dia, l'hôpital commence à ressembler à un bateau ivre. Les syndicats qui pourraient rassembler les uns et les autres en une lutte cohérente réunissent moins de 10% du personnel. Les coordinations diverses qui suivent les traces de celles des infirmières rassemblent une grande partie des membres de leur profession sur la base de revendications ressenties comme légitimes même si, de l'extérieur, elles paraissent jusqu'au-boutistes parce qu'elles ne défendent que leurs intérêts propres. Les premiers participent aux concertations, aux réunions, aux négociations, mais avec des troupes décimées. Les secondes se trouvent hors du champ de négociation, mais avec des troupes pléthoriques et déterminées.

Il n'y a pas que l'hôpital qui explose. Mais aussi le mouvement syndical. Ce qu'on a appelé la crise du syndicalisme se trouve exprimé ici en un raccourci presque caricatural. Et on n'a pas fini d'en mesurer les dégâts.

Monique Grima



Insularité...

La Corse semble prête à s'embraser. L'île, bloquée et coupée du continent, a vu monter la pression après le retour de ses parlementaires reçus à Matignon. Michel Rocard a promis une remise à plat des problèmes posés par les statuts des fonctionnaires de l'île. Mais, rien tout de suite qui ressemblât à la fameuse prime d'insularité réclamée depuis plusieurs jours. Serait envisagée avec plus de faveur le classement administratif des deux départements en zone séro (zone de coût de la vie élevé). Pas sûr que cela suffise à calmer la tension et surtout les esprits.

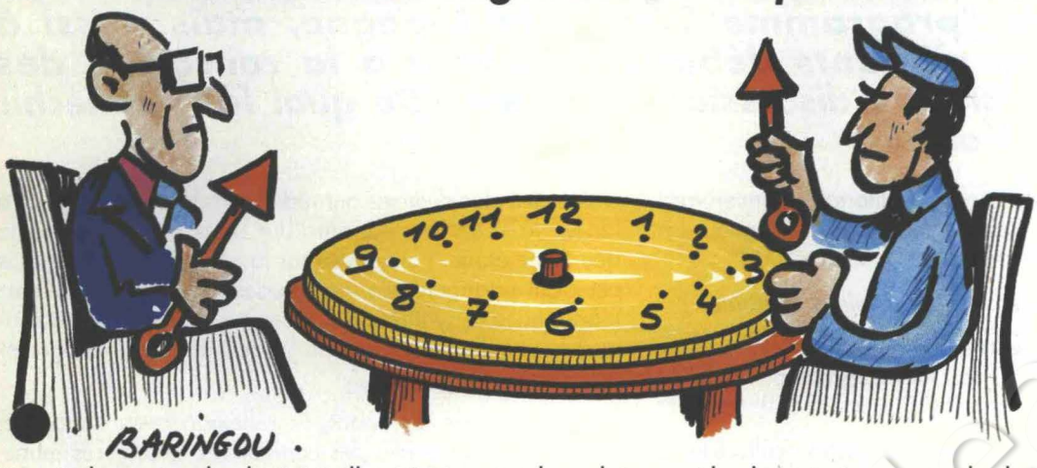
La musette de Lionel

La table ronde du 28 mars s'annonce bien. Face aux propositions de revalorisation faites par Lionel Jospin, les syndicats d'enseignants semblent plus prêts à négocier qu'il y a quelques semaines. "Le gouvernement a entendu ce qui lui a été dit et en a tenu compte", a assuré le ministre. "Une augmentation immédiate pour tous" est prévue dans la musette gouvernementale, ce qui, du coup, prolonge jusqu'en 1998 les engagements financiers de l'Etat vis-à-vis du corps enseignant.

AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Le dernier round ?

S'il est une pomme de discorde entre patronat et syndicats, c'est bien celle-là. Vingt ans qu'ils essaient de s'entendre sur l'aménagement du temps de travail.



Depuis le protocole du 17 juillet 1981 qui abaissait la durée légale du travail de 40 à 39 heures et généralisait la cinquième semaine de congés payés, rien n'a changé. Les textes ont succédé aux textes, les uns défaisant ce qu'avaient fait les autres, au gré des rapports de force et des majorités gouvernementales.

Réexamen de la loi Séguin

Aujourd'hui, est réexaminée la dernière loi, dite loi Seguin, du 19 juin 1987, qui accorde de nombreuses facilités aux entreprises et permet la signature d'accords dans les entreprises au même titre que dans les branches.

L'ultime séance de négociation qui s'est ouverte le mardi 21 mars à 15 heures entre [illegible]F et syndicats sera-t-elle la bonne ? Jean-Pierre Soisson, ministre du Travail, le souhaite. Il étudie des mesures d'incitation "qui associent l'allégement des charges à une meilleure efficacité de la production et à un plus large partage du travail". Mais rien n'est moins sûr ! Pour le CNPF, la réduction de la durée du travail s'accompagne trop souvent d'une baisse de la durée d'utilisation des équipements : il faut au contraire augmenter cette durée et compenser les contraintes qu'elle imposerait aux salariés par des contreparties diverses.

A vrai dire, les entreprises elles-mêmes paraissent nettement moins pressées que le CNPF. Elles ne se sont pas précipitées pour profiter des larges avantages que leur accordait la loi Seguin. Les seules branches qui ont signé des accords sont : le commerce de viande en gros, les magasins de distribution et les commerces d'alimentation, le gardiennage, les salaisons et la charcuterie en gros, les hôtels-cafés-restaurants. C'est peu. Pour les entreprises, dans les neuf premiers mois -et la situation n'a pas évolué depuis- on n'a enregistré que 200 accords, très timides : 72% prévoient une modulation des horaires (mais aucune entreprise n'a demandé à faire travailler ses salariés plus de 44 heures alors que la loi le permet à certaines conditions), 13% permettent le travail de nuit des femmes, 2% envisagent le travail intermittent ou saisonnier.

Que veulent les syndicats ?

On saura à la fin de cette semaine si le nouveau texte permet de mettre les pendules à l'heure. Cohérente avec elle-même, la CGT a annoncé son intention de ne pas le signer : elle dénonce sa logique. "Il repose sur l'idée que le salarié doit accepter toute une série de contraintes et, ensuite, négocier la contrepartie de ces contraintes. Nous, nous demandons des négociations sur les revendications des salariés. Si les entreprises souffrent du manque de qualité de la production, de l'absentéisme, c'est parce qu'on ne tient pas compte de ces revendications.

La CFTC se félicite que nombre de ses amendements aient été intégrés dans la dernière mouture. Elle craint néanmoins que les accords dans les entreprises, notamment les PME, ne se fassent au détriment des salariés, mais juge suffisantes les dernières garanties du CNPF. Seule difficulté à ses yeux : le travail en continu dont les contraintes sont insuffisamment compensées. Pour la CFDT, tout s'est joué mardi. En entrant en séance, elle ne désespérait pas de faire reculer le CNPF sur les points qui lui tiennent le plus à coeur. Elle entend redonner toute leur importance aux négociations de branche que la loi Seguin avait placé à égalité avec les entreprises. Pour elle, "la branche est un niveau de négociation incontournable" et elle ne transigera pas. Elle veut également rééquilibrer le texte du CNPF qui lui semble faire la part trop belle aux seuls aspects économiques et ne tient pas assez compte de l'emploi et du souhait des salariés. Elle ne met pas en cause le fait de monnayer les contraintes imposées aux salariés par des contreparties mais veut que, sur certains points, comme le travail de nuit, elles soient plus importantes. Elle craint en outre que certaines formes atypiques de travail n'aient pour corrolaire la précarité et souhaiterait une limite au recours aux heures supplémentaires dont elle ne voudrait pas qu'il devienne un mode de gestion ordinaire du personnel. Alors, signera, signera pas, on le saura vendredi après la réunion de son bureau national.

Quant à FO, c'est la grande inconnue. Une indication pourtant : elle a refusé le premier mars de signer l'accord sur la formation en alternance des jeunes.

M. G.

Vendredi

Bulletin d'abonnement

à renvoyer à
Vendredi - 10, rue de Solferino - 75007 Paris

Nom .....Prénom .....
Adresse : N°.....Bât/Esc :.....
Rue : .....
Commune.....
Code Postal |__|__|__|__|__| Bureau distributeur.....

Ci-joint paiement par : ❑ Chèque bancaire (à l'ordre de Vendredi) ❑ Mandat poste (à l'ordre de Vendredi)
❑ CCP n°15-221-55 X ❑ Carte de crédit..... n° |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__|

|___| abonnements à 200F =..... |___| abonnements de soutien à 500F =..... Soit au total :.....F

ESPAGNE

"Programa 2000" Les Espagnols ont la parole

A l'issue de son XXXIème congrès, le PSOE adoptait un projet ambitieux, le "programme 2000". En Espagne, mais aussi à l'étranger, les militants débattent et vont à la rencontre des citoyens. Une grande discussion est lancée. De quoi faire réfléchir les socialistes français.

Deux responsables de la section territoriale France-Nord PSOE, Isabel Flores et Pedro Ardoy nous expliquent les méthodes et les objectifs de ce "programme 2000".

Vendredi. Quelles sont vos responsabilités militantes ?

Isabel Flores. Je suis secrétaire générale de la section territoriale France-Nord qui est l'une des composantes de la fédération européenne du PSOE.

Pedro Ardoy. Je suis le secrétaire à l'action culturelle, à l'éducation, à la jeunesse et à la formation politique de cette section. A ce titre, je suis chargé de la mise en place du programme 2000 dans la partie nord de la France. Binational, j'étais par ailleurs candidat sur la liste socialiste aux élections municipales dans le IVème arrondissement de Paris.

De quelle nature est le programme 2000 ?

P.A. C'est une réflexion originale. Elle concerne les militants et, au-delà, plus de 700.000 personnes sans affiliation partisane mais qui partagent l'inquiétude des socialistes sur l'avenir de l'Espagne. Le PSOE a gagné deux élections successives. Ses responsables ont besoin de connaître le pouls de l'opinion nationale. C'est très important, car le pouvoir éloigne des préoccupations quotidiennes. Il est nécessaire de garder le contact avec la base. Cette nécessité est d'autant plus urgente que, le 14 décembre dernier, l'UGT, syndicat proche du PSOE, a manifesté dans la rue contre le gouvernement socialiste.

Quels sont les axes du programme 2000 ?

P.A. Il y en a quatre. Le premier concerne les grands processus de changements affectant la réalité espagnole, l'économie, la société, comme la politique. Le deuxième porte sur les acteurs du changement. C'est là notamment que l'on traitera du syndicalisme. Le troisième est le croisement des deux premiers; les acteurs du changement doivent-ils accompagner, gérer, les évolutions ou au contraire rester fermes sur l'idéologie ? Enfin, le dernier thème de réflexion traitera des structures. Le parti et le syndicat doivent-ils être superposables ? On en voit les avantages dans l'opposition. Mais en cas de victoire électorale, le parti, le gouvernement, travaillent sur le long terme, privilégiant la lutte contre l'inflation alors que le syndicat se bat pour les salaires, sur le court terme. Il y a donc risque permanent de conflit.

Comment s'organisent les débats ?

I.F. On peut distinguer trois moments. Le premier, en 1987, concernait le seul parti. 200 experts dans les spécialités les plus diverses ont rédigé un document destiné à lancer la réflexion. Aujourd'hui nous en sommes à la deuxième étape, l'ouverture sur la société civile, vers tous ceux qui partagent nos inquiétudes. Au cours d'une dernière phase la synthèse de toutes ces réflexions sera soumise aux militants en vue de l'élaboration du "programme 2000".

P.A. A ce stade du débat, la réflexion resta nationale. Mais on doit penser à des connexions extérieures, européennes dans un premier temps, en vue de formuler des principes et des stratégies communes. Le PS français, par exemple, s'est engagé dans une voie parallèle, le "socialisme 2000". Manuel Escudero, responsable de "programme 2000", était invité le 23 février au premier colloque de "socialisme 2000". D'autres articulations sont à l'étude. On peut imaginer une extension de la réflexion vers l'Amérique latine. La transition démocratique espagnole peut avoir pour certains de ces pays un caractère d'exemplarité. Elle a montré que l'on peut sortir d'une dictature sans tomber dans une autre de signe contraire.

De quelle façon votre section territoriale participe-t-elle à la réflexion engagée en Espagne ?

I.F. Nous allons demander aux sections locales de prendre contact avec les résidents espagnols pour ouvrir un dialogue. Nous comptons également inviter les camarades français à débattre avec nous. Ensuite, le résultat de tout cela sera synthétisé et transmis à Madrid.

Propos recueillis par
Jean-Jacques Kourliandsky



L'I.S. au Moyen-Orient

Une délégation de l'Internationale socialiste (IS) est allée au Moyen-Orient, du 23.02 au 8 .03. L'IS, seul forum des représentants socialistes juifs et palestiniens, a deux objectifs : œuvrer pour la paix dans le monde et soutenir le développement des pays du tiers monde.
Cette mission, dirigée par le député allemand H.-J. Wischnewsky, a rencontré de nombreux dirigeants politiques à Tunis, Damas, Amman, Tel-Aviv, Jérusalem et Gaza. Ce voyage introduira une série d'auditions, à Bruxelles, sur le conflit israélo-palestinien.
"Cinq mois après les déclarations de Yasser Arafat, quinze mois après l'Intifada, huit mois après les décisions du roi Hussein relatives à la Cisjordanie, les chances de paix sont réelles", affirme Gérard Le Gall, représentant du P.S. pour cette mission. "A contrario, l'opinion israélienne, Itzhak Shamir et le Likoud paraissent toujours hostiles à un dialogue direct avec Arafat, à une conférence internationale et à la création d'un Etat palestinien". Et de conclure : "les mouvements de défense des droits de l'homme doivent être attentifs aux formes du maintien de l'ordre dans les territoires occupés."



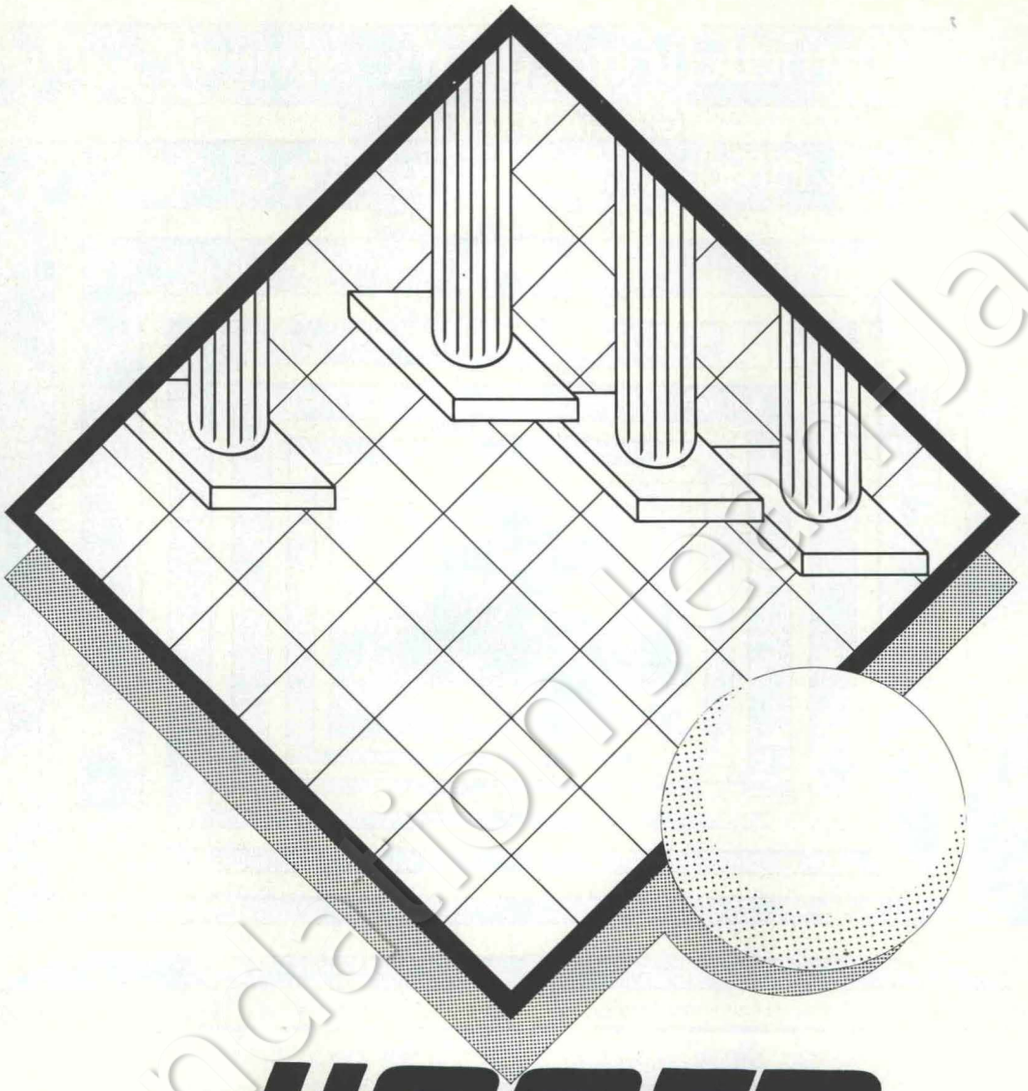
Zwobada & Associés

92, rue de Courcelles 75008 PARIS

Téléphone : 47.66.51.33

Télécopie : 46 22 78 44

Coll. Fondation Jean Jaurès



JIGGER

LES SOLDES SONT
A LA MODE

15-17, Bd. ST-MICHEL
75005 PARIS

Coll. Fondation Jean Jaurès

1789 - 1989

Le suffrage universel

Proclamé sous la Révolution, le suffrage universel ne devint définitif qu'en 1848. Mais il fallut encore plus d'un siècle pour que sa pratique s'étende à l'ensemble des Français.

Sous l'Ancien régime, il existait une pratique électorale. Les villes qui disposaient de franchises communales et du droit de s'administrer élisaient des magistrats urbains appelés échevins dans les villes du Nord, consuls au capitouls dans le Midi. Mais seuls les bourgeois participaient à l'élection.
Quels changements la Révolution apporte-t-elle?

Une citoyenneté limitée

Pour l'élection aux Etats généraux du 24 janvier 1789 stipulait que le suffrage est ouvert à tous les hommes âgés de plus de vingt-cinq ans et inscrits au rôle des impôts. Système considéré comme assez libéral, mais qui excluait néanmoins les plus pauvres, les plus jeunes et les femmes pour le tiers état.
La loi du 4 décembre 1789 institua le suffrage censitaire. Elle distingua deux types de Français : les passifs et les actifs. Les citoyens passifs, au nombre de 3.000.000, ne participaient pas à la formation des pouvoirs publics. Au contraire, les citoyens actifs, environ 4.000.000, avaient seuls le droit de vote et ce droit était proportionné à leur fortune. Ceux qui payaient une contribution d'au moins 3 livres (équivalent à trois journées de travail) ne participaient qu'à la désignation des municipalités et des électeurs. Ceux qui acquittaient une contribution de 10 livres pouvaient être désignés comme électeurs et élisaient les députés et les juges. Il étaient 50.000. Seuls, ceux qui payaient un marc d'argent (52 livres) étaient éligibles à la députation. Or, le corps électoral se trouva plus réduit encore que lors de l'élection des Etats généraux. La plupart des députés justifiaient cette limitation de la souveraineté nationale par l'affirmation que ne devaient voter que ceux qui "ont un intérêt assez pressant à la conservation de l'ordre social". Seule une minorité avec Robespierre, Marat, Desmoulins, mena une campagne contre le suffrage censitaire.

Le suffrage universel

C'est l'Assemblée législative qui établit, en août 1792, le suffrage universel masculin. La Constitution de 1793, article I, proclame que le droit de vote est accordé à tous les hommes âgés de 21 ans, y compris les étrangers. Malgré ce système libéral, l'élection du 2 septembre 1792 fut décevante, avec près de 90% d'abstentions.
Pour expliquer ce désintéressement massif, on a évoqué la moisson pour les paysans et, surtout, la radicalisation de la vie politique qui effraya les modérés, d'autant que dans certaines villes, on "vota publiquement à haute voix", après avoir prêté le serment de rester fidèle à la liberté et à l'égalité.
La Constitution de l'an II rétablit le suffrage censitaire, mais c'est au suffrage universel qu'elle fut approuvée par le référendum de septembre 1795, moins d'un million d'électeurs se rendant aux urnes. Après le coup d'Etat du 18 brumaire, Bonaparte recourut encore au suffrage universel. La Restauration reprit le suffrage censitaire.
L'attachement obstiné de la monarchie de Juillet à ce mode de scrutin fut une des causes de la Révolution de 1848. Enfin, la IIème République établit définitivement en France le suffrage universel. Mais son existence ne suffit pas à garantir le respect de la démocratie. Encore doit-il être assorti de la liberté des candidatures et de l'information, du droit de réunion. Ces garanties n'existant pas sous le Second Empire (1852-1870), le jeu du suffrage universel se trouva faussé. C'est donc sous la IIIème République que la pratique du suffrage universel s'enracina avec les campagnes électorales, la liberté de la presse, et la garantie de la régularité des votes.
Ce suffrage n'est devenu vraiment universel qu'à partir de 1945 avec le vote des femmes et en 1974 avec le vote des jeunes de 18 ans. Mais peut-on considérer cette évolution terminée sans son élargissement aux immigrés ?

Georges Ferré

Patrick Girard : "La Révolution française et les juifs"



Environ 40.000 juifs en France avant 1789. Peu nombreux, donc, et comme en exil intérieur dans notre pays. Une situation d'antijudaïsme qui ne trouble personne et par exemple à peu près aucun des philosophes du XVIIIe siècle. La Révolution fut pour cette communauté une période de tension extrême : des railleries de C. Desmoulins et Marat aux atermoiements de l'Assemblée législative et à la Terreur. D'une manière assez inattendue, le début d'une normalisation n'apparaîtra qu'après la création du Consistoire central, par Napoléon 1er, en 1808.
Robert Laffont, 302 p., 100 F.

DEBAT PERMANENT

Evolution d'un système, réforme, nation, vous allez cette semaine au cœur des choses. Si l'idéologie correspond à la force des idées, voici bien un "débat permanent"... idéologique !



L'arbre cache la forêt : à observer à la loupe les résultats des grandes villes, on finit par ignorer la représentation de la gauche dans la myriade des petites communes **Jean Avard - Beaulon (03),** remet les pendules à l'heure.
"Les notables dans les communes rurales sont élus puis réélus... et ils sont dans leur grande majorité de droite, tout en présentant des listes apolitiques. C'est un système anachronique. Quelle que soit l'action des candidats de gauche, ils ne peuvent lutter indéfiniment contre un système. Actifs dans les associations qu'ils animent, actifs dans les minorités municipales, ils sont balayés parce qu'ils ne sont pas sur la liste du notable. Voilà le triste bilan des élections municipales en milieu rural, près de 50% des électeurs de gauche n'auront aucun représentant. En lisant la presse qui annonce une dépolitisation de ce scrutin, on oublie que la droite vote politiquement en élisant un notable et ceux qui le suivent. Sénateurs, députés, conseillers généraux de gauche, n'oubliez pas les électeurs des villages. Faites quelque chose pour qu'ils soient représentés !"

Elections, toujours, selon **Barthélémy-Georges Langier - Salon-de-Provence (13),** le Parti socialiste devra prendre en compte le message des électeurs transmis à l'occasion des municipales : davantage de souplesse.
"Les résultats des élections montrent que les gens ne veulent plus que l'on décide à leur place. La France n'aime pas la rigidité. Lorsque j'assistais aux réunions de section (plus maintenant à 80 ans), j'étais très contrarié d'entendre des militants se référer aux statuts. J'avais l'impression de perdre mon temps à écouter des coupeurs de cheveux en quatre. L'idéologie ne doit pas être trop froide. Il faut y mettre une bonne part de logique mais aussi de sentiment et de réalisme."

Le nationalisme de gauche est idéologique, le nationalisme de droite structurel. Ce sont les termes de la théorie qu'expose **Cedric Lewandowski - Paris** (Commission bicentenaire de la section PS de l'IEP de Paris).
"En cette période du bicentenaire, la question du lien entre nationalisme et citoyenneté est posée avec une nouvelle acuité. Le nationalisme de gauche est idéologique, au sens noble du terme. La nation est un ensemble de valeurs, exprimées par la Déclaration des droits de l'homme, qui doit être défendu. Tout étranger, pour devenir membre de la communauté nationale, doit seulement accepter de s'intégrer, c'est-à-dire de faire siennes les valeurs qui définissent le souverain. La différence de culture n'est pas niée, mais elle n'est pas un élément de l'identité nationale. A l'inverse, le nationalisme de droite est structurel. De Maistre à Barrès, l'appartenance à la nation est faite d'usages et de traditions ancestrales. Les concepts de liberté, d'égalité, de fraternité apparaissent comme étant des abstractions dangereuses car vides de contenu historique. Dès lors, l'immigré ne peut se fondre dans la communauté nationale. Il est et demeure un étranger. Cette vision ignore que l'immigré, par sa seule présence, modifie et enrichit la culture du pays où il vit. Le clivage sur le droit de vote des immigrés est bien politique : selon l'homme de gauche, la citoyenneté est l'expression de l'intégration, alors qu'un homme de droite tiendra l'étranger pour un être extérieur à l'identité nationale et à son expression par les élections."

Pour terminer, un débat non moins fondamental : l'éducation. **Gérard Brunaud - Eaubonne (95),** nous donne le point de vue d'un parent.
"La tonalité générale serait : avant d'entreprendre une réforme en profondeur du système éducatif, une revalorisation des traitements s'impose. Est-ce si sûr ? Pourquoi pas en même temps, pourquoi pas après ? Les projets d'Alain Savary n'évoquaient pas la revalorisation des salaires. Chacun reconnaissait alors la profondeur de la crise de l'enseignement à laquelle il fallait porter remède en rénovant le système éducatif dans son ensemble. Le débat actuel et le projet Jospin-Rocard offrent aux enseignants une chance historique de retrouver leur place dans la société, ils ne doivent pas la rater. Aux enseignants, je dirais : avancez, proposez, bougez... ne sciez pas la branche sur laquelle vous êtes assis !"

POST - SCRIPTUM

Rezvani : "Le 8e fléau"



Le douzième roman de Rezvani. Ramassé, dense et impressionnant dans le sens qu'il nous laisse une impression durable et probablement indélébile. Du Rezvani, c'est tout dire. Les nuages de locustes ont été la huitième plaie de l'Egypte. Mais dans l'univers de Rezvani les sauterelles vertes de l'Exode sont devenues de pesants insectes caparaçonnés se multipliant à l'infini. Et alors, début du roman : "à partir du moment où ces insectes avaient surgi de la terre, nul ne pouvait fuir l'obligation de meurtre..." Nous ne sommes nulle part, dans le temps ni dans l'espace, seuls et nus face aux éternelles malédictions et aux fatalités inéxorables, jusqu'au meurtre du père.
Julliard, 180 p., 100 F.

André Chervel, Danièle Manesse : "La Dictée"



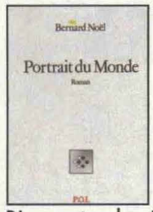
"Le niveau baisse" dans les écoles; "ils" ne connaissent plus l'orthographe. Des lieux communs que nous répétons tous. "Vérifions" se sont dit un grammairien et une linguiste. Ils ont repris une dictée, "la dictée de Fénelon" que l'inspecteur général de l'instruction primaire Beauvain a fait faire de 1873 à 1877 à plus de 10.000 élèves du primaire. Trois mille de ces dictées ont été retrouvées aux Archives nationales. Le même texte de 83 mots a été dicté à trois mille élèves en 1987. Dans cet ouvrage, le récit des deux enquêtes, leur dépouillement, leurs résultats et la comparaison. On vous laissera la surprise.
Calmann-Lévy, 290 p., 98 F.

Bani Sadr : "Le Combat des ayatollahs"



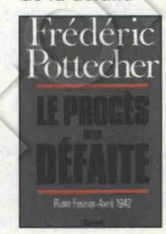
Le premier président de la République iranienne s'est tu aussi longtemps que durait le conflit avec l'Irak. Aujourd'hui, il parle et pas pour ne rien dire. Ainsi, sur le rôle des Etats-Unis. Pour lui, il n'a cessé d'y avoir connivence tacite ou compromis explicite entre les imams et Washington. L'élection de Reagan en 1980, la genèse de l'Irangate sont ici racontés par un témoin privilégié. Autres moments forts, la guerre Iran-Irak : une bénédiction pour les mollahs ou le portrait de Khomeyni. Bani Sadr a-t-il été naïf ? Sans doute. Mais il n'y a rien, malgré l'engagement personnel, qui vienne entacher l'intérêt de son témoignage.
La Découverte, 242 p., 95 F.

Bernard Noël : "Portrait du Monde"



"Au commencement est le Temps. Vous prenez le Temps, vous le pliez en deux et vous avez le Monde...". Bien entendu, il faut lire "Le Temps" et "Le Monde", les titres des deux journaux de la rue des Italiens, celui d'avant-guerre et celui d'après la Libération qui lui a succédé. Ce livre est donné pour être un roman. C'en est un, aussi. Une histoire, plutôt. Née de la rencontre et de la volonté de trois partenaires : le conseil général de la Seine-Saint-Denis qui voulait initier un travail en recherche littéraire, le comité d'entreprise du "Monde" qui souhaitait une œuvre littéraire et non une enquête sur le journal et Bernard Noël, donc, dont la plume n'a jamais été plus vive et plus claire.
POL, 242 p., 85 F.

Frédéric Pottecher : "Le Procès de la défaite"



Le journal "Gringoire", en avril 1942 : "Blum, Daladier, Pierre Cot, Sarraut, Campinchi ont agenouillé la nation devant le Front populaire... Ils ont livré la France au bon vouloir de l'Angleterre". Brasillach dans "Je suis partout" (13 avril 1942) : "Le juif Mandel et Reynaud doivent être pendus...". C'était pendant le procès de Riom, "une prise à partie du régime républicain" comme Léon Blum l'avait crânement affirmé du box des accusés, le jour de l'ouverture des débats. Bien opportunément, ce récit enflammé du procès de Riom par Frédéric Pottecher rappelle l'état de déliquescence de nos institutions à ce moment-là.
Fayard, 266 p., 89 F.

Claude Estier

16 mars

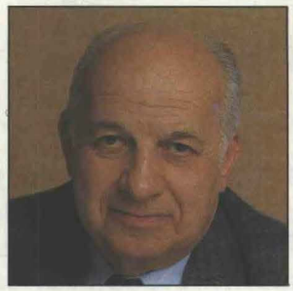
Je lis dans le "Nouvel Observateur" que les résultats des élections municipales à Lyon "ont plongé Jacques Chirac dans une intense jubilation". J'en doute fort. Car si le maire de Paris peut se réjouir de la nouvelle mésaventure électorale de Raymond Barre, je serais étonné qu'il soit si heureux du triomphe de Michel Noir. Devenu maire de la troisème ville de France, celui-ci franchit d'un seul coup plusieurs degrés dans la hiérarchie des présidentiables du RPR et s'impose, avec Philippe Séguin et Alain Carignon, eux aussi brillament réélus à Epinal et à Grenoble, au premier rang de la nouvelle génération de ce parti. Ce qui fera de lui, le moment venu, un redoutable concurrent pour... Jacques Chirac.

17 mars

A sa sortie de l'Elysée, le président Houphouët-Boigny annonce qu'il va faire don au pape de la basilique de Yamoussoukro -réplique de celle de Saint-Pierre de Rome- en voie d'achèvement. Je ne sais pas si le souverain pontife appréciera ce cadeau mais je connais beaucoup d'Ivoiriens qui pensent que les 800 millions de francs qu'aura coûté ce monument gigantesque auraient pu être mieux employés dans un pays qui est aujourd'hui financièrement exsangue.

19 mars

Rue de Solferino, autour de Gérard Le Gall, nous attendons



les premières estimations des instituts de sondage. A 19 h 30, quelques coups de téléphone complémentaires aidant, nous savons déjà que les résultats du second tour sont très bons pour les socialistes. Puis viennent, comme un feu d'artifice, les confirmations : Catherine Trautman (première femme maire d'une ville de 100.000 habitants) élue à Strasbourg, Jean-Marie Bockel à Mulhouse, Alain Barrau à Béziers, Jack Lang à Blois, Jean-Pierre Sueur à Orléans, Pierre Maille à Brest, Bernard Poignant à Quimper, Jean-François Picheral à Aix-en-Provence, Guy Ravier à Avignon et beaucoup d'autres. Un peu plus tard, un hourra d'enthousiasme salue la superbe victoire à l'arraché de Michel Delebarre qui a su prendre des risques en allant défier le maire de Dunkerque. Succès qui complète dans le Nord ceux de Maubeuge et Tourcoing et celui de Pierre Mauroy, réélu avec 54% à Lille.
A Marseille, comme prévu, les listes de Robert Vigouroux l'emportent dans tous les arrondissements. Il y a là un problème pour Michel Pezet qui s'est battu courageusement dans des conditions difficiles. Mais ce soir, je me réjouis d'abord de la mine défaite de Jean-Claude Gaudin qui voit lui échapper cette mairie de Marseille qu'il y a quelques mois il croyait tenir. La note triste est l'échec de justesse à Sarcelles de Dominique Strauss-Kahn, victime du maintien injusifiable de la liste communiste. Et Georges Marchais ose encore affirmer que le PC a tout fait pour faire battre la droite !
Reste Paris qui, dans cette nouvelle vague rose, demeure atypique. Une fois encore le système Chirac a bien fonctionné dans tous les arrondissements. Dans le 18e, où la liste Juppé est en recul par rapport à 1983, nous avons trois jeunes élus dont une femme (il n'y en aura que deux dans le groupe socialiste du conseil de Paris). Elu à l'hôtel de ville depuis 18 ans, j'étais volontairement quatrième sur la liste pour assurer la relève. Mission accomplie !

20 mars

Interviewé à TF 1 et prié de répondre par oui ou par non à la question : "le Parti socialiste a-t-il gagné les municipales ?", Alain Juppé biaise : "Ila gagné des villes". Question : "à des élections municipales, que peut-on gagner d'autre que des villes ?"

◆

Carolyn Watkinson



Pour les amateurs d'opéras baroques, voici un très beau récital (Purcell, Haydn, Gluck) d'airs chantés par Carolyn Watkinson. Très belle mezzo-soprano chaleureuse et d'une texture parfaitement homogène. Admirable en particulier dans "Hercules" de Haendel, une des plus grandes scènes de démence du théâtre lyrique et dans "Orphée" de Gluck. Passion et technique : une grande mezzo baroque. Etcetera, CD, KTC 1064, env. 125 F., 55' 47"

Anne-Sophie Mutter



Elle n'a que vingt-six ans. C'est en 1974 que Karajan l'a lancée. Comme elle n'a pas été un petit prodige sans lendemain, mais une très très grande violoniste et qu'elle a déjà -et presque sans faillefait le tour du répertoire, la voici qui se dirige vers des œuvres plus actuelles : le concerto de Stravinsky, l'intense et entraînant et deux œuvres de Lutoslawski enregistrées pour la première fois : "Partita" et "Chain 2", colorées et rythmées. Anne-Sophie Mutter nous y conduit avec une jubilation technique communicative. Une très bonne passerelle vers la musique d'aujourd'hui.
Deutsche Gramophon, CD, env. 125 F., 56' 10"

L'Ange bleu

FR 3 diffuse un ballet de Roland Petit, "L'Ange Bleu", d'après le roman de Heinrich Mann (1905) : le professeur Unrat, tyran avec ses élèves, s'éprend d'une danseuse de cabaret, l'épouse, et accepte de se plier à ses fantasmes les plus humiliants pour ne pas la perdre. Le ballet évoque à la fois Marlène Dietrich, qui incarnait l'ange bleu dans le film de Steinberg (1930) et l'Allemagne de l'entre deux-guerres. Musique de Marius Constant.
Avec Roland Petit, Dominique Khalfouni, Jean-Pierre Aviotte et la compagnie du ballet national de Marseille.
Mercredi 29, 20 h 35.



L'INVITEE



Martine Buron

Interdits dans bon nombre d'écoles primaires, les "Crados" vont être remplacés par les "Perfectos". "VENDREDI" inaugure sa nouvelle série d'invités avec Martine Buron dont les enfants de Châteaubriant ont acclamé la victoire en criant "Buron z'ensemble".

Cette semaine

1) Les candidats, en particulier ceux en situation délicate au second tour, se sont dits très attentifs au message transmis par les écologistes. Vous avez été élue très confortablement dès le premier tour. Présentez d'une manière jeune et branchée votre programme municipal en matière d'environnement.

2) On a souvent dit que la femme ne se réalisait pleinement qu'en tant que ... maire. Alors, heureuse ?

3) Le Parlement européen, à Strasbourg, vient d'accorder le droit aux Européens immigrés de voter et de se présenter aux élections municipales dans les pays de la CEE. Nous sommes au printemps de1995, votre discours de campagne en direction de la communauté des émigrés de Châteaubriant, concernés ou non par cette mesure.

Martine Buron a choisi de répondre à la deuxième question

2) Orthographiée ainsi, voilà une formule qui me convient parfaitement. Heureuse oui, parce que à Châteaubriant le succès vient après de longues années de patient travail sur le terrain. Il n'est d'ailleurs pas de réussite durable sans cela. Cette réalisation-là n'est pas individuelle. Elle est celle de toute une équipe de militants dont certains se battent pour le changement depuis plus de trente ans. Et c'est une lourde responsabilité que de porter les espérances de toute une partie de la population, trop longtemps tenue à l'écart des décisions.
Heureuse aussi parce que le choix d'une maire par cette sous-préfecture située au cœur d'une zone rurale, montre que beaucoup de vieux tabous sont définitivement tombés.
Heureuse surtout parce que effectivement la fonction de maire permet une pleine réalisation personnelle et qu'elle est indiscutablement la plus nécessaire à tout engagement politique. Loin de s'enfermer dans des dossiers spécialisés, comme cela arrive aux parlementaires, le ou la maire doit plonger dans tous les aspects de la vie de la cité, qu'il s'agisse du développement des filières de haute technologie ou de l'animation quotidienne dans les quartiers. Il ou elle participe aux joies et aux peines des familles comme aux dossiers d'aménagement du territoire. Courroie de transmission entre "sa" collectivité locale et les lieux de décision départementaux, régionaux et nationaux, le ou la maire a un travail passionnant à accomplir, chaque jour différent, où le contact humain joue un rôle essentiel.
Se réaliser pleinement en tant que maire, serait-il réservé aux femmes ? Sûrement pas, mais les femmes sont sans doute mieux préparées à ne pas négliger l'enracinement dans le quotidien, à jauger les grands projets à l'aune de leurs effets sur la vie des citoyens. Mieux préparées aussi, peut- être parce qu'elles se sentent minoritaires à poursuivre une lutte sans relâche contre toutes les formes d'exclusion et de marginalisation. Quant aux hommes, après tout, peut être ne peuvent-ils se réaliser pleinement qu'en tant que pères.

Rubrique animée par Françoise Lorrain

La semaine prochaine : Guy Ravier, maire d'Avignon.



En direct des villes



La Roche-sur-Yon :

capitale de la Vendée républicaine

Au lendemain des municipales, nous demandons à des maires (anciens ou nouveaux) de nous faire découvrir leur commune. Une incitation au voyage. Aujourd'hui : la Roche-sur-Yon, présentée par Jacques Auxiette.



La plupart des villes aiment faire valoir leurs quartiers anciens, témoins d'une riche histoire au long de laquelle s'est forgée leur identité. A la Roche-sur-Yon, on chercherait en vain ces monuments prestigieux, ces ruelles étroites et sinueuses qui font souvent le cœur des autres villes : les rues sont étroites, l'habitat récent et la principale église du siècle dernier. En fait, la Roche-sur-Yon est une ville nouvelle, née en 1804 d'une décision administrative. A cette époque, ce nom était celui d'une modeste bourgade dont ne subsiste pratiquement plus rien aujourd'hui. Aux lendemains des Guerres de Vendée, Napoléon décida d'en faire la nouvelle capitale du département. Sur les ruines de l'ancien bourg fut construite alors une ville en forme de pentagone, conçue sur le modèle des cités militaires.
Près de 200 ans plus tard, ce pentagone illustre à merveille l'histoire de la Roche-sur-Yon. Fille de la Révolution maintes fois débaptisée au gré des changements de régime politique, jeune capitale d'emblée rejetée par la Vendée, elle n'a jamais cessé d'afficher son attachement aux valeurs républicaines. Aussi demeure-t-elle aujourd'hui, aux yeux de certains édiles départementaux, une tache qu'ils aimeraient voir effacée. Au point que certains proposent encore d'en changer le nom pour l'appeler "La-Roche-Vendée". Mais, à ses habitants, la forme pentagonale de la ville ne renvoie plus seulement l'image d'une citadelle assiégée. Au contraire. Ce pentagone, la municipalité a en effet choisi d'en faire un logotype que les 40.000 Yonnais ont immédiatement adopté. Créée par décret, la Roche-sur-Yon est bel et bien devenue une ville à laquelle ses habitants sont attachés : une ville dotée de sa propre identité.

La qualité de la ville

A défaut de vieux monuments, la Roche-sur-Yon se retrouve autour d'un climat, d'une culture, autour d'un certain savoir-bien-vivre hérités de sa courte histoire : ce que les Yonnais appellent la "qualité de la ville".
De ses origines rurales encore proches, la population a en effet su préserver certains comportements qui apportent aujourd'hui une dimension humaine à la ville. Un plus incontestable que traduisent bien les solidarités de voisinage favorisées par l'importance de l'habitat individuel, l'intensité de la vie de quartier, l'exceptionnelle richesse de la vie associative. Le handicap qu'aurait pu constituer le déracinement de nombreux habitants s'est donc révélé un atout très appréciable.
Une évolution positive, au demeurant largement encouragée par la municipalité. Pour répondre aux aspirations des Yonnais, de nombreux équipements de proximité ont ainsi été privilégiés comme les maisons de quartier, les centres de loisirs... A l'exemple des crédits gérés directement par les habitants dans le cadre des enveloppes de quartier, des solutions originales ont également été appliquées afin de stimuler la démocratie locale. Autant d'innovations qui ont permis d'inventer un nouveau type de cité, à la fois chaleureuse et urbaine, et de nouvelles habitudes de vie en ville.
Ebauchée dans la précipitation et la pénurie à partir de 1804, la Roche-sur-Yon a désormais réalisé le socle de son développement. Devenue le véritable cœur commercial et tertiaire du département, elle s'est dotée de tous les équipements sportifs et culturels qui sont l'apanage des grands centres urbains. Elle n'est plus seulement la ville nouvelle que ses habitants se sont appropriés. En cette année 1989, bicentenaire de la Révolution, elle a accompli son destin : elle s'est imposée, en douceur, comme capitale de la Vendée républicaine.

Jacques Auxiette

Vendredi

MUNICIPALES 1989

VILLES DE PLUS DE 30 000 HABITANTS



BORDEAUX : *villes de plus de 100 000 habitants*

Béziers : *villes de 60 à 100 000 habitants*

Bayonne : *villes de 30 à 60 000 habitants*

AFP *infographie - francis Nallier*

Contribution Diane